



## Réduction du déficit public : attention aux fausses bonnes idées

### Description

Quand Attal et Lemaire cherchent des solutions pour combler un déficit des finances publiques de 10 milliards d'euros en 2024, et combler des réductions de dépenses drastiques pour 2025, on voit spontanément fleurir de fausses bonnes idées simplettes qui relèvent du libéralo-populisme et du suicide organisationnel du pays !

Contrairement à ce que pensent certains, il convient d'agir autant sur les recettes que sur les dépenses. Se focaliser uniquement sur les dépenses est une erreur monumentale.

Concrètement, ceux qui considèrent que les fonctionnaires sont une variable d'ajustement budgétaire font de toute évidence fausse route, certains allant même jusqu'à recommander une réduction du nombre de fonctionnaires de 20 % !!! Certes, il y a de réelles économies à réaliser dans toutes les commissions, comités « Théodule » et organismes de tout poil dont l'utilité reste à prouver tout autant que les besoins financiers. Mais cette mesure est d'autant plus irréaliste qu'on ne pourrait pas mettre à la porte du jour au lendemain plus d'un million de fonctionnaires sans que notre société ne s'écroule complètement.

Du côté des conseillers, collaborateurs et autres chargés de mission qui gravitent autour de nos élus, il y aurait sûrement de grosses économies à réaliser. Mais s'attaquer au nombre de fonctionnaires, alors même que la population en demande davantage dans de nombreux domaines et que l'on peine à en recruter, me paraît être une aberration dont le fondement économique et sociétal, ainsi que les conséquences, échappent probablement à la vision de ses auteurs.

En effet, on manque de fonctionnaires notamment dans l'Éducation nationale, dans les forces de l'ordre et encore plus dans les hôpitaux ! Évidemment, il y aurait à rationaliser en recentrant sur l'opérationnel au détriment de l'administratif, mais surtout les Français n'en peuvent plus d'attendre des heures aux urgences par manque de soignants.

Comme on prend toujours un malin plaisir à se comparer à l'Allemagne, (généralement quand ça nous arrange), sachez que le nombre de douaniers est passé en France de 22 000 à 16 000 au cours des 40 dernières années; pourtant l'explosion des échanges internationaux justifierait des contrôles plus

nombreux pour assurer notre sécurité notamment pour ce qui concerne toutes les importations en provenance d'Asie. Comparé à ces 16 000 agents français, les douaniers allemands sont au nombre de 42 000 soit près du triple sans avoir autant de frontières maritimes ni de territoires d'outre-mer!

Le manque est criant également dans la Police, la Gendarmerie ou la Pénitentiaire. D'ailleurs, on a pu constater le rôle joué par les fonctionnaires lors de la crise sanitaire du Covid et des périodes de confinement ; sans leur investissement la France s'arrêterait de tourner. Alors c'était bien d'applaudir hier les infirmières et d'affirmer aujourd'hui qu'il faut supprimer 20 % de fonctionnaires pour résorber les déficits.

Non, il faut surtout et avant tout agir dans d'autres domaines. Tout le monde constate que ce sont les dépenses sociales qui plombent le budget de l'État avec une multitude de subventions versées à droite et à gauche. On pourrait citer les primes vélo, les primes chauffage, les primes pour les voitures électriques, etc. On pourrait aussi parler de toutes les allocations généreusement versées par l'État Providence à commencer par la prise en charge des demandeurs d'asile qu'on héberge en hôtel trois étoiles avec une carte bancaire approvisionnée mensuellement ! D'autres dépenses sociales mériteraient d'être toilettées ou remises en cause. On crée toujours de nouvelles allocations mais sans en supprimer d'autres !

Enfin, une réforme fiscale serait nécessaire mais personne n'aura le courage de s'y attaquer, parce qu'il faut jouer aussi sur les recettes. Actuellement, 42 % des français subventionnent les 58 % restants. Et avec la suppression de la taxe d'habitation (la pire des conneries de Macron), il n'y a plus que les propriétaires pour financer toutes les dépenses des collectivités locales alors que les locataires ne paient plus rien pour ces services dont ils se servent au quotidien ! Il conviendrait également de revoir les tranches d'imposition pour une meilleure progressivité de l'impôt et soumettre davantage de foyers à l'impôt sur le revenu plutôt que d'empiler les taxes indirectes diverses et variées. La réduction du déficit public passe aussi et avant tout par une réduction des injustices fiscales.

Le budget de l'État demande des corrections de fond pour réduire les déficits mais une analyse plus fine sera plus appropriée qu'une préconisation à l'emporte-pièce irréaliste et irréalisable !

**Marc Assin**

**Categorie**

1. Économie

**date créée**

17 avril 2024